

Procès-verbal

Secrétariat international de l'ITIE

Oslo, le 27 juin 2013

Table des matières

24-1 Bienvenue de la Présidente et adoption de l'ordre du jour	3
24-2 Présentations.....	3
24-3 Pratiques de travail au sein du Conseil d'administration – rôles et responsabilités.....	3
24-4 Réflexions sur la Sixième Conférence mondiale de l'ITIE.....	4
24-5 Comités du Conseil d'administration.....	5
24-6 Norme ITIE, briefing et dispositions transitoires.....	5
24-7 Questions diverses.....	6
Liste des participants.....	6

PROCES-VERBAL DE LA 24^E REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ITIE

Sydney, le 24 mai 2013

24-1 Bienvenue de la Présidente et adoption de l'ordre du jour

La Présidente souhaite la bienvenue aux membres du Conseil d'administration. Faisant référence aux événements récents, elle présente ses condoléances aux membres nigériens du Conseil d'administration.

L'ordre du jour est adopté. Il est signalé que le Conseil d'administration compte désormais une nouvelle langue de travail, l'espagnol.

24-2 Présentations

Les membres du Conseil d'administration se présentent.

Jonas Moberg attire l'attention des membres du Conseil d'administration sur les documents distribués, à savoir la norme ITIE comprenant les Statuts de l'Association, le projet de Manuel du Conseil d'administration, le plan de travail du Secrétariat pour 2013, le rapport de suivi 2013, ainsi que le Rapport de suivi de la sensibilisation et le Rapport d'avancement de la mise en œuvre. Il est fait remarquer que seuls ces derniers documents portent la mention « confidentiel ».

24-3 Pratiques de travail au sein du Conseil d'administration – rôles et responsabilités

Christian Fredrik Michelet, le conseiller juridique d'Arntzen de Besche au service du Secrétariat, fait un exposé sur la structure, les procédures, les fonctions et les règles du Conseil d'administration de l'ITIE et de ses membres.¹

Pour répondre aux questions posées par plusieurs membres du Conseil d'administration, Christian Fredrik, Clare et Jonas apportent les clarifications suivantes :

- Le mandat du Conseil d'administration de l'ITIE est défini par les Statuts de l'Association, qui figurent dans la deuxième partie de la publication de la norme ITIE.
- Bien que les membres du Conseil d'administration soient nommés par leurs collèges respectifs, leur position est personnelle. Un membre du Conseil d'administration a le devoir de lire tous les documents du Conseil d'administration et d'assister à toutes les réunions du Conseil d'administration, dans la mesure du possible.
- Les membres du Conseil d'administration peut être tenus personnellement responsables, mais uniquement s'ils font preuve de négligence. Les membres du Conseil d'administration sont assurés de manière à couvrir leur responsabilité.
- Le Chef du Secrétariat international rapporte au Conseil d'administration de l'ITIE par l'intermédiaire du Président ou de la Présidente.²
- Pour que le quorum soit atteint lors d'une réunion du Conseil d'administration, au moins deux tiers des membres du Conseil d'administration doivent être présents, y compris deux membres au moins du collège

¹ On trouvera la présentation de M. Michelet à l'adresse : <http://eiti.org/internal#board-papers>

² Voir les Statuts de l'association de l'ITIE à l'adresse <http://eiti.org/articles>

des pays (l'un d'eux provenant d'un pays mettant en œuvre l'ITIE et l'autre d'un pays soutenant l'ITIE), un membre du collège des organisations de la société civile et un membre du collège des entreprises, doivent être présents³. Les exigences relatives au vote n'établissent aucune distinction entre les pays mettant en œuvre l'ITIE et les pays soutenant l'ITIE. Il a été convenu que le Comité de Gouvernance reverra les modalités de vote avant la prochaine Assemblée générale.

- Aucune durée maximale n'a été fixée pour le mandat des membres du Conseil d'administration de l'ITIE, à l'exception du Président, dont le mandat ne peut être renouvelé qu'une seule fois.⁴ Il a été convenu que le Comité de Gouvernance reverra la durée du mandat des membres du Conseil d'administration.
- Seul le Président peut donner un avis, signer des documents ou prendre des engagements au nom du Conseil d'administration. Les membres du Conseil d'administration sont encouragés à agir en tant qu'ambassadeurs de l'ITIE, et ils peuvent communiquer les décisions prises par le Conseil d'administration. Il a été convenu que le Comité de Gouvernance clarifierait plus avant la question du mandat et des responsabilités des membres du Conseil d'administration en ce qui concerne la communication externe.
- Le projet de Manuel du Conseil d'administration sera actualisé. Il ne s'agit pas d'un document juridiquement contraignant mais bien d'un guide destiné aux membres du Conseil d'administration.
- La version anglaise de tout document ou publication de l'ITIE sera considérée comme version originale, afin d'éviter toute ambiguïté sur les différentes traductions des documents de l'ITIE.
- Les Statuts de l'Association ne régissent que les actes des membres de l'Association et du Secrétariat. Néanmoins, le projet de Code de conduite qui fait actuellement l'objet d'un débat au sein du Comité de gouvernance s'appliquera « aux membres du Conseil d'administration de l'ITIE et aux autres parties prenantes », y compris les Groupes multipartites nationaux.
- Si un pays est suspendu, tout membre du Conseil d'administration représentant ce pays est invité à s'abstenir de participer aux activités du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration peut, sans toutefois y être obligé, décider d'exclure ce membre du Conseil d'administration.
- Jusqu'ici, les pays à la fois soutenant et mettant en œuvre l'ITIE ont été autorisés à choisir entre siéger au Conseil d'administration en tant que pays soutenant l'ITIE ou la mettant en œuvre. Seule la Norvège appartenait à cette catégorie. Il a été convenu que le Comité de Gouvernance se pencherait sur la représentation auprès du Conseil d'administration des pays soutenant l'ITIE et la mettant en œuvre, et qu'il étudierait l'opportunité de modifier la composition du Conseil d'administration du fait du nombre croissant de pays mettant en œuvre l'ITIE.
- Si un membre du Conseil d'administration a un intérêt économique personnel dans un point de l'ordre du jour, un conflit d'intérêts peut être évoqué et la disposition énoncée à l'Article 15(6) s'applique.
- Le Conseil d'administration n'a pas adopté les règles de fonctionnement de « Chatham House ». Toutefois, les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration n'attribuent pas toujours les commentaires à leurs auteurs.

Mesures à prendre

Le Comité de Gouvernance étudiera les questions relatives aux procédures de vote, à la durée du mandat des membres du Conseil d'administration, à la communication externe du fait de membres du Conseil d'administration, à la représentation des pays soutenant et mettant en œuvre l'ITIE au sein du Conseil d'administration, et à la composition du Conseil d'administration.

24-4 Réflexions sur la Sixième Conférence mondiale de l'ITIE

Le Conseil d'administration conclut que la Conférence a été fructueuse et remercie le Secrétariat pour

³ Article 15(4).

⁴ Idem

l'organisation de la réunion. L'Exposition nationale est considérée par beaucoup comme une excellente opportunité de promouvoir les travaux de l'ITIE au niveau des pays et de stimuler l'apprentissage par les pairs. Il a été convenu que le Secrétariat rédigerait un projet de rapport succinct qui rendrait compte des débats les plus importants ainsi que des enseignements tirés.

Mesures à prendre

Le Secrétariat rédigera un rapport succinct sur la Conférence.

24-5 Comités du Conseil d'administration

Jonas présente le document du Conseil d'administration 24-5 portant sur les Comités du Conseil d'administration, et il attire l'attention sur la nécessité de nommer rapidement tous les comités et les présidents de comités. Clare souligne que jusqu'ici, dans certains cas, la participation aux comités s'est avérée insuffisante, et elle exhorte le Conseil d'administration à se montrer plus assidu. Elle invite les membres du Conseil d'administration à manifester leur intérêt pour la participation aux différents comités, soulignant qu'elle pourrait également faire quelques suggestions visant à assurer une participation massive aux comités.

Le Conseil d'administration donne son accord de principe pour l'établissement d'un Comité de mise en Œuvre. Il charge le Secrétariat de proposer un avant-projet de Termes de Référence révisés pour ce Comité par le biais d'une circulaire du Conseil d'administration, qui clarifiera notamment le mandat du Comité vis-à-vis du Comité de sensibilisation et de candidature et du Comité de Validation. Il est en outre demandé au Secrétariat de fournir une estimation de l'engagement en termes de temps par comité.

Le Conseil d'administration encourage les Comités à élaborer un plan de travail qui puisse être diffusé auprès du Conseil d'administration. Il est fait remarquer que les comités ont éprouvé des difficultés à travailler dans plusieurs langues par le passé, et que le Conseil d'administration travaillant désormais en quatre langues, il faudra faire très attention à ce que les barrières linguistiques n'entravent pas les travaux du comité. Clare demande aux collègues de mieux se coordonner, de sorte que les membres des comités puissent s'exprimer de façon incontestable au nom de leur collègue dans son ensemble.

Mesures à prendre

Le Secrétariat actualisera le document relatif aux comités, qui sera examiné par le biais d'une Circulaire du Conseil.

Les membres du Conseil d'administration doivent manifester leur intérêt pour la participation aux différents Comités.

Les Comités envisageront d'élaborer un avant-projet de plan de travail qui sera ensuite présenté au Conseil d'administration.

24-6 Norme ITIE, briefing et dispositions transitoires

Sam Bartlett, du Secrétariat, présente le document relatif aux dispositions transitoires. Les 39 pays mettant en œuvre l'ITIE se trouvent à des étapes très différentes du processus de mise en œuvre de l'ITIE. La majorité d'entre eux a atteint la Conformité, mais un grand nombre s'efforce encore de rattraper un certain retard dans la publication des rapports ITIE et de corriger les lacunes techniques dont souffre leur processus de déclaration. Il est fait remarquer que les pays mettant en œuvre l'ITIE ont besoin de temps pour terminer les rapports ITIE, la Validation et les mesures correctives déjà entreprises. C'est pourquoi le Secrétariat a élaboré une proposition de transition vers la norme ITIE comprenant de nouvelles échéances de déclaration et de Validation. Il est confirmé que la norme ITIE est entrée en vigueur à dater du 22 mai 2013 et remplace les Règles de l'ITIE de 2011. Les pays mettant en œuvre l'ITIE sont encouragés à effectuer la transition vers la norme ITIE le plus tôt possible, notamment : (1) en actualisant leur plan de travail ITIE afin de prendre les mesures nécessaires et d'honorer les échéances fixées ci-dessous, et (2) en publiant des rapports d'activités annuels documentant les progrès réalisés

vers le respect de la norme ITIE.

Cette proposition a été étudiée par le Comité de Validation qui s'est inquiété du grand nombre de Validations prévues pour 2016 et de la nécessité de s'assurer que la fréquence des Validations se maintienne. Le Conseil d'administration note également qu'il faut donner la possibilité aux pays mettant en œuvre l'ITIE de formuler des commentaires sur cette proposition. Il est convenu que le Secrétariat réexaminera la proposition en concertation avec les pays mettant en œuvre l'ITIE, et que le Comité de Validation formulera une recommandation destinée au Conseil d'administration par le biais d'une circulaire.

Michel Okoko s'inquiète des nouvelles exigences relatives aux entreprises d'État et du risque que ces exigences ne leur infligent un désavantage sur le plan concurrentiel par rapport aux entreprises privées. Du fait que toutes les données et informations à fournir sont directement liées à l'exécution de contrats, signés avec des compagnies privées, les pays mettant en œuvre l'ITIE et les entreprises d'État doivent fournir l'information au même niveau que les compagnies privées. Le statut des entreprises d'État membres des groupes opérateurs doit être examiné. Du fait que la production a la même qualité pour tous les producteurs, le marché correspondant doit être le même pour toutes les parties intéressées. La mise en œuvre de l'ITIE ne devrait pas être un risque de désavantage compétitif pour les entreprises appartenant à l'État par rapport aux compagnies privées.

Il constate en outre des incohérences entre les versions anglaise et française de la norme. Il est convenu que le Secrétariat élaborera des lignes directrices quant à la mise en œuvre des exigences relatives aux entreprises d'État en concertation avec les pays mettant en œuvre l'ITIE.

Mesures à prendre

Le Secrétariat actualisera la proposition de dispositions transitoires en concertation avec les coordinateurs nationaux, et il présentera une nouvelle proposition au Comité de Validation en vue de son examen par celui-ci.

Le Secrétariat élaborera des lignes directrices relatives à la mise en œuvre des exigences relatives aux entreprises d'État.

24-7 Questions diverses

- Le Conseil d'administration s'accorde à chercher des moyens de diffuser plus efficacement les exemples de progrès réalisés et d'innovations concernant les processus ITIE au cours des réunions du Conseil d'administration.
- Il est convenu que la prochaine réunion du Conseil d'administration de l'ITIE se tiendra du 15 au 17 octobre, dans un lieu qui reste à déterminer. Le Conseil d'administration charge le Secrétariat international de proposer des dates et des lieux pour les réunions du Conseil d'administration de février 2014 et de mai/juin 2014. Il est mentionné qu'un pays francophone mettant en œuvre l'ITIE pourrait être approprié pour accueillir l'une des prochaines réunions.

Mesures à prendre

Le Secrétariat devra proposer des dates et des lieux pour les réunions du Conseil d'administration en octobre 2013, en février 2014 et en mai 2014.

Liste des participants

Présidente

The Rt. Hon. Clare SHORT

Pays

Pays mettant en œuvre l'ITIE

Mr Abdoul Aziz ASKIA, Permanent Secretary, Niger

Alt: **Mr Didier Vincent Kokou AGBEMADON**, Togo

Mr Florent Michel OKOKO, Chairman of the Executive Committee, Republic of Congo

Alt: **Mr Jeremy Mack DUMBA**, National Coordinator, Democratic Republic of Congo

Mr Gbehzohngar M FINDLEY, MSG Member, President Pro Tempore of the Liberian Senate, Liberia

Mr Fernando Torres CASTILLO, National Coordinator, Peru

Alt: **Mr Alfredo PIRES**, Secretary of State for Natural Resources, Timor-Leste

Mr Shahmar MOVSUMOV, Executive Director, State Oil Fund, Azerbaijan

Alt: **Mr Bazarbaj NURABAEV**, Chairman, Committee of Geology and Subsoil Use, Ministry of Industry and New Technologies, Kazakhstan

Pays soutenant l'ITIE

Mr Mark PEARSON, Director General, External Relations, Science and Policy Integration, Natural Resources Canada, Canada

Alt: **Mr Robert CEKUTA**, Principal Deputy Assistant Secretary, State Dept., USA

Mr Pekka HUKKA, Ambassador, Ministry of Foreign Affairs, Finland

Alt for: **Mr Kåre STORMARK**, Deputy Director General, Ministry of Foreign Affairs, Norway

Mr Olivier BOVET, Senior Programme Manager Trade Promotion, State Secretariat for Economic Affairs (SECO), Switzerland

Organisations de la Société civile

Mr Gubad BAYRAMOV, Senior Researcher, Economic Research Center, Azerbaijan

Alt: **Ms Natalia YANTSEN**, Director, PA "Tax Standards Formation", member of the NSG Kazakhstan from dialogue platform of NGOs and NGO Coalition "Oil revenues - under the control of society", Kazakhstan

Ms Faith NWADISHI, Executive Director, Koyenum Immalah Foundation/National Coordinator Publish What You Pay, Nigeria

Alt: **Ms Corinna GILFILLAN**, Head, Global Witness, USA

Mr Ali IDRISSE, Coordinateur National du ROTAB PCQVP, Niger

Mr Eelco DE GROOT, Senior Policy Officer, Cordaid, the Netherlands

Alt: **Mr Fabby TUMIWA**, Executive Director, Institute for Essential Services Reform (IESR), Indonesia

Ms Marinke van RIET, International Director, Publish What You Pay (PWYP)

Alt: **Mr Daniel KAUFMANN**, President, Revenue Watch Institute (RWI)

Entreprises comprenant les Investisseurs

Mr Jean-François LASSALLE, Directeur Affaires publiques, Total, France

Mr Stuart BROOKS, Manager, International Relations, Chevron

Alt: **Mr Guillermo GARCIA**, Head of Revenue Transparency, ExxonMobil

Mr Jim MILLER, Vice President, Environmental Affairs, Freeport-McMoRan, Copper&Gold Inc.
Alt: **Mr Ian WOOD**, VP Sustainable Development, BHP Billiton

Ms Debra VALENTINE, Group Executive, Legal & External Affairs, Rio Tinto
Alt: **Mr Suresh RAJAPAKSE**, VP Health and Safety, Environment, Security, and Sustainable Development, ArcelorMittal

Mr Alan McLEAN, Executive Vice President, Tax and Corporate Structure, Royal Dutch Shell
Alt: **Ms Elodie GRANT GOODEY**, Head of Societal Issues and Relationships, BP

Mr David DIAMOND, Director Global Co-Head of ESG, Allianz GI Europe

Secrétaire du Conseil d'administration

Mr Jonas MOBERG, Head of EITI Secretariat, Oslo

Observateurs

Mr Javier AGUILAR, Deputy Program Manager, World Bank

Ms Zainab AHMED, EITI Nigeria (NEITI) National Coordinator, Nigeria

Ms Gro ANUNDSKAAS, Assistant Director General, Ministry of Petroleum and Energy, Norway

Mr Michael BARRON, Government & Public Affairs Manager, BG Group

Mr Edward BICKHAM, Advisor, International Council on Mining and Metals (ICMM)

Mr Benjamin BIOULE BIOULE Communication Consultant, EITI Cameroon

Ms RACHEL BOFANTE, Director, EU Affairs, International Association of Oil & Gas producers (OGP)

Mr Ravdan BOLD, Ambassador, Embassy of Mongolia, Australia

Mr David BROWN, Advisor, Extractive Industries Transparency Initiative (EITI, World Bank, Indonesia

Mr Donal BROWN, Head of Africa Regional Policy and Programmes Department for International Development (DfID), UK

Mr Alfred BROWNELL, MSG Member, Representative Publish What You Pay Coalition, Liberia

Ms Francesca CIARDIELLO, International Sustainability Stakeholders Manager, Eni SpA

Mr Jeffrey S. COLLINS, Senior Counsel, Compliance and Policy, Chevron Upstream & Gas Law

Ms Diana CORBIN, Operations Officer, Donor Relations EITI, World Bank

Ms Dorte CHORTSEN, Advisor, Ministry of Foreign Affairs, Denmark

Mr Hervé CRONEL, Conseiller spécial, Chargé de l'Economie et du Développement durable, International Organisation of the Francophonie

Mr Ibrahim DANKWANBO, Governor of Gombe State, Nigeria

Mr Andrew DAWE, Team Leader, Natural Resource Management, Strategic Policy and Performance Branch, Canadian International Development Agency (CIDA)

Mr Daniel DARGENT, Director, B3- Belgian Economic Issues, Ministry of Foreign Affairs, Belgium

Ms Justine DE DAVILA, Governance Adviser – Extractives Growth Team, Department for International Development (DFID), UK

Mr Antonio DOMINGUEZ, Comptroller General, PEMEX

Mr Séraphin NDION, Secrétaire technique permanent du comité exécutif, Congo

Mr Andrew ENEVER, UK Tax Lead, Shell International Ltd.

Mr Paulo De SA, Manager, Oil, Gas and Mining Policy Division, World Bank

Mr Farid FARZALIYEV, State Oil Fund, Azerbaijan

Mr Richard FINEBERG, Principal Investigator, Research Associates, US EITI Advisory Committee

Mr Davaajav GANKHUYAG, Minister of Mining, Deputy Chairman, EITI National Council, Mongolia

Ms Alexandra GILLIES, Head of Governance, Revenue Watch Institute (RWI)

Ms Kaja GLOMM, Embassy of Norway, Australia

Ms Laurel GREEN, Chief Adviser Policy, External Affairs, Rio Tinto

Ms Shelly HAN, Policy Advisor, Commission on Security and Cooperation in Europe

Mr Erry Riyana HARDJAPAMEKAS, Chair, Independent Team of National Bureaucracy Reform, Indonesia

Mr Vijay IYER, Director, World Bank

Mr Roosevelt Gasolin JAYJAY, former Minister of Lands, Mines & Energy, Liberia

Ms Suneeta KAIMAL, Deputy Director, Revenue Watch Institute (RWI)

Ms Marie-Ange KALENGA, Regional Coordinator, West Africa, Transparency International (TI)

Mr Ole Fjordgaard KJAER, Ministry of Industry and Mineral Resources of Greenland, Denmark

Ms Eiko KONISHI, Consulate-General of Japan, Australia

Mr Robert MOÏDOKANA, National Coordinator, EITI Central Africa Republic

Mr Al MARCHETTI, Vice President, International and Federal Relations, Hess Corporation

Ms Marie-Anne MACKENZIE, Department for Business, Innovation & Skills, UK

Mr Carlo MERLA, Africa Programme Manager, Publish What You Pay (PWYP)

Mr Christian MOUNZEO, 1er vice-président du comité exécutif, Congo

Ms Clare MURPHY, Office of Energy Programs (ENR/EGA/EP), Department of State, USA

Mr Dorjdari NAMKHAJANTSAN, Manager, Open Society Forum, Mongolia

Mr Christophe DE NIJS, First Secretary, Political & Economic Affairs, Embassy of Belgium, Australia

Mr Lutz NEUMANN, Senior Advisor, Sector Program Governance of Public Finances, GIZ, Germany

Mr Petter NORE, Director, Energy Department, Oil for Development, Norwegian Agency for Development Cooperation (NORAD)

Mr Jose Correia NUNES, Head of Budget Support, Public Finance and Macroeconomic Analysis, European Commission (EC)

Mr Bastiaan PRIES, Associate General Counsel, Shell International

Mr Anthony RICHTER, Chairman, Revenue Watch Institute (RWI), USA

Mr Brendan O'DONNELL, Head of Oil Campaign, Global Witness

Mr Diarmid O'SULLIVAN, Adviser, Global Witness

Mr Paulo OTTO, General Ombudsman, Petrobras

Ms Hannah OWUSU-KORANTENG, Associate Executive Director, Wacam, Ghana

Mr Pasi PATOKALLIO, Ambassador, Embassy of Finland, Sydney

- Mr PULITI**, Managing Director, European Bank for Reconstruction and Development (EBRD), UK
- Mr Mericio J. DOS REIS "Akara"**, Director, Luta Hamutuk Institute, Timor-Leste
- Mr Michael ROSS**, Advisory Board, Revenue Watch Institute (RWI)
- Mr Michael RÖSCH**, Deputy Programme Manager - Public Finance, Administrative Reform and Transparency Initiatives, GIZ, Germany
- Mr Paul SAMSON**, Director General, Multilateral Development Institutions, Multilateral and Global Programs Branch, Canadian International Development Agency (CIDA)
- Ms Elda Guterres da SILVA**, TL-EITI National Coordinator
- Mr Samson TOKPAH**, National Coordinator, EITI Liberia
- Mr Harald TOLLAN**, Senior Advisor, Ministry of Foreign Affairs, Norway
- Mr Luiz Claudio SAMPAIO**, Ouvidoria Geral, Petrobras
- Mr Epifanio BACA TUPAYACHI**, Grupo Propuesta Ciudadana, Peru
- Ms Katherine TWOMEY**, Executive Officer, Resources Business Liaison Section, Trade and Economic Policy Division, DFAT Australia
- Ms Veronica SLAYER**, Community and Government Relations Advisor, North Star Group - US EITI Advisory Committee
- Mr John TYCHSEN**, Geological Survey of Denmark and Greenland, Denmark
- Mr Alexander VERBEEK**, Ministry of Foreign Affairs, the Netherlands
- Ms Erica WESTENBERG**, EITI Policy Officer, Revenue Watch Institute (RWI)
- Mr Joe WILLIAMS**, International Secretariat, Publish What You Pay (PWYP)
- Mr Alan WOLFE**, Transparency International (TI), Australia
- Mr Roger WOODWARD**, Chartered Accountant, Roger Woodward & Co., Australia
- Ms Gabriele ZÖLLER**, EITI Desk Officer, BMZ, Germany

Secrétariat international de l'ITIE

- Ms Aida AAMOT**, Programme Coordinator
- Ms Kjerstin ANDREASEN**, Administrator
- Mr Bady BALDE**, Country Manager
- Mr Sam BARTLETT**, Regional Director
- Mr Wouter BIESTERBOS**, Strategic Advisor
- Mr Tim BITTIGER**, Regional Director
- Ms Siri FARSTAD**, Regional Director
- Ms Souad HARVEY**, Programme Coordinator
- Ms Helene JOHANSEN**, Communications Officer
- Mr John KANYONI**, Consultant
- Ms Shemshat KASIMOVA**, Communications and Country Researcher
- Ms Leah KROGSUND**, Administrative Manager
- Mr Anders KRÅKENES**, Communications Manager

Mr Esben MARCUSSEN, Conference Intern

Mr Jürgen REITMAIER, Advisor

Mr Eddie RICH, Deputy Head of Secretariat

Ms Dyveke ROGAN, Regional Director

Ms Chantal SPIT, Conference Manager